



**PRÉFET
DE LA HAUTE-SAVOIE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
d'Auvergne-Rhône-Alpes**

Unité interdépartementale des deux Savoie
Cellule territoriale

Annecy, le 4 juillet 2024

3 rue Paul Guiton
74000 - ANNECY

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 19 juin 2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

HACER TRAITEMENTS DE SURFACE

47 ALLEE DU MT BLANC
BP 60
74300 Cluses

Références : 20240619-RAP-InspectionHacerTS_Georisques_2-VF
Code AIOT : 0006104577

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19 juin 2024 dans l'établissement HACER Traitements de Surface implanté 47 Allée du Mont-Blanc à 74300 Cluses. L'inspection a été annoncée par courriel en date du 22 mai 2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection de l'établissement effectuée le 19 juin 2024 a porté sur les thématiques suivantes :

- la prévention de la pollution atmosphérique, au travers d'un bilan du contrôle inopiné des rejets dans l'air dont le site a fait l'objet en 2023 et du devenir de l'installation de dégraissage exploitée fonctionnant au perchloréthylène et générant des vapeurs de solvant,
- la maîtrise de la consommation d'eau et le cas échéant sa réduction en période de sécheresse,

- les actions correctives mises en œuvre par l'exploitant en réponse à certains constats effectués lors de la visite d'inspection du site intervenue le 22 mars 2023, ayant porté sur les conditions de stockage des produits chimiques employés, et relatés dans notre rapport d'inspection en date du 12 avril 2023,

- la mise en application par l'exploitant de l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 relatif à l'analyse des substances per- et polyfluoroalkylées (PFAS) dans les rejets aqueux des installations classées pour la protection de l'environnement relevant du régime de l'autorisation.

Le présent rapport fait état des constats effectués, relatifs à cette quatrième thématique (analyse des substances PFAS). Un rapport distinct est établi pour les trois autres thématiques abordées.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- HACER TRAITEMENTS DE SURFACE
- 47 Allée du Mont Blanc 74300 Cluses
- Code AIOT : 0006104577
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société HACER Traitements de Surface est spécialisée dans le traitement de surface à façon de pièces métalliques, par zingage, nickelage ou cuivrage notamment, sans usage désormais de chrome hexavalent. Les pièces traitées sont destinées à divers marchés dont principalement celui de l'automobile.

Son établissement situé 47 allée du Mont-Blanc à Cluses est constitué de deux bâtiments distincts désignés M2 et M3, implantés en vis-à-vis et séparés par un espace de stockage et de circulation couvert.

Sur le plan de la situation administrative, il a fait l'objet d'un arrêté préfectoral complémentaire en date du 14 octobre 2009 pris au nom de la société MARQUET Traitements de Surface, modifié et complété le 3 décembre 2019 et le 16 mai 2022.

Cet arrêté a abrogé et remplacé l'ensemble des dispositions de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter qui datait du 7 août 1991, modifié et complété le 15 octobre 1993, le 12 janvier 1995, le 3 septembre 1997 et le 2 mars 2004. Le volume de bains autorisé a été fixé à 176 630 litres.

Un changement d'exploitant intervenu au bénéfice de la société HACER Traitements de Surface a donné lieu à un récépissé délivré par monsieur le préfet de la Haute-Savoie le 20 avril 2011.

L'établissement est soumis par ailleurs aux dispositions de l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 relatif à l'analyse des substances per- et polyfluoroalkylées dans les rejets aqueux des installations classées pour la protection de l'environnement relevant du régime de l'autorisation, en raison de l'activité de traitement de surface pratiquée qui est visée par la rubrique n° 3260 de la nomenclature des installations classées.

Thèmes de l'inspection :

- Mise en application par l'exploitant de l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 relatif à l'analyse des substances per- et polyfluoroalkylées (AN24 PFAS)

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à monsieur le préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à monsieur le préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
6	Déclaration des résultats GIDAF - Restitution	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4 - §III	Demande d'action corrective	15 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Liste des substances PFAS - Réalisation et tenue à jour	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2	Sans objet
2	Réalisation des campagnes d'analyse - Exhaustivité des paramètres analysés et échéances	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 3	Sans objet
3	Qualifications pour réaliser les campagnes d'analyse - Accréditation des organismes mandatés	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4 - §I	Sans objet
4	Exigences pour le prélèvement	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4 - §I	Sans objet
5	Précisions des mesures - Respect des limites de quantification	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4 - §I	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant veillera à se rapprocher de son prestataire en charge des campagnes d'analyse des substances PFAS, afin d'obtenir pour chaque campagne réalisée tout document apportant certaines informations complémentaires qui s'avèrent être manquantes des bulletins d'analyses fournis, comme précisé à la fiche de constat n°6 du présent rapport.

Il enregistrera sur la plateforme GIDAF les nouveaux documents reçus, dès leur réception, de même que le bulletin d'analyses du mois de mars 2024 après sa correction attendue telle que demandée à la même fiche de constat du présent rapport.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Liste des substances PFAS

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2
Thème(s) : Actions nationales 2024 - Réalisation et tenue à jour de la liste de PFAS
Prescription contrôlée : L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1er établit, sous trois mois, la liste des substances PFAS utilisées, produites, traitées ou rejetées par son installation, ainsi que des substances PFAS produites par dégradation. Il tient cette liste à jour à la disposition de l'inspection des installations classées. Si de telles substances ont été utilisées, produites, traitées ou rejetées avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, elles sont également mentionnées en tant que telles dans la liste, ainsi que la date à laquelle elles sont susceptibles d'avoir été rejetées.
Constats : L'exploitant a établi au format informatique la liste des produits chimiques mis en œuvre au sein de l'établissement. Cette liste, présentée au cours de la visite d'inspection, comporte notamment les noms des fournisseurs des produits ainsi que les pictogrammes et mentions de danger associés. L'exploitant dispose également des fiches de données de sécurité (FDS) relatives aux produits chimiques utilisés, lesquelles sont classées au format informatique par fournisseur. Il a indiqué avoir examiné l'ensemble de ces fiches, au moins leur rubrique n°3 relative à la composition du produit, sans y relever la présence de substances PFAS. Par ailleurs, il a consulté tous ses fournisseurs de produits chimiques afin de savoir si ces derniers contiennent des substances PFAS. Il a obtenu une réponse écrite de chacun d'eux, mentionnant de façon explicite ou laissant entendre que leurs produits sont dépourvus de substances PFAS. Chacune de ces réponses a été communiquée à l'inspection des installations classées dans le cadre de la visite d'inspection effectuée. Enfin, en réponse à une question posée par l'inspection des installations classée, l'exploitant a fait savoir qu'à sa connaissance un seul composé minéral employé sur le site contient du fluor, à savoir le bifluorure d'ammonium (formule NH_4HF_2) à usage de décapant.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Réalisation des campagnes d'analyse

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 3
Thème(s) : Actions nationales 2024 - Exhaustivité des paramètres analysés et échéances
Prescription contrôlée : L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1er réalise une campagne d'identification et d'analyse des substances PFAS sur chaque point de rejets aqueux de l'établissement, à l'exception des points de rejet des eaux pluviales non souillées. Les émissaires d'eaux de ruissellement des zones où ont été utilisées des mousses d'extinction d'incendie en quantité significative sont également concernés par cette campagne, ainsi que ceux d'eaux contaminées par des PFAS d'une manière plus générale. [...]
Constats : L'établissement est équipé d'une station de détoxification pour le traitement des eaux résiduelles industrielles générées. Compte tenu de la nature des activités pratiquées sur le site, la sortie de cette station constitue le point de rejet des eaux sur lesquelles devaient porter les analyses des substances PFAS. Il est précisé que l'exploitant n'a procédé à aucun exercice incendie impliquant l'usage de mousses d'extinction en quantité significative. Selon les éléments recueillis, dont les bulletins d'analyses fournis par l'exploitant et enregistrés sur la plateforme GIDAF, les eaux rejetées en sortie de la station de détoxification du site ont été prélevées pour analyses le 10 janvier 2024, le 12 février 2024 et le 13 mars 2024. Les analyses effectuées ont porté sur les vingt substances PFAS de la liste principale de l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 relatif à l'analyse des substances per- et polyfluoroalkylées dans les rejets aqueux des installations classées pour la protection de l'environnement relevant du régime de l'autorisation. Il s'avère toutefois que ces analyses n'ont pas porté sur l'indice AOF (fluor organique adsorbable) également visé par l'arrêté ministériel. C'est pourquoi, suite à une précédente visite d'inspection réalisée le 13 mars 2024 et en réponse à une demande de l'inspection des installations classées, l'exploitant a lancé trois nouvelles campagnes d'analyses mensuelles consécutives des substances PFAS en incluant l'indice AOF. La première analyse de cette nouvelle série est intervenue le 17 mai 2024. Par ailleurs, par un courriel en date du 20 juin 2024, l'exploitant a fait savoir qu'il a décidé d'ajouter l'analyse des huit substances PFAS de la liste secondaire de l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 sur les deux prochaines campagnes d'analyses, afin d'être le plus exhaustif possible pour la recherche des PFAS en prenant en compte l'intégralité des substances citées dans l'arrêté.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Qualifications pour réaliser les campagnes d'analyse

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4 - §I
Thème(s) : Actions nationales 2024 - Accréditation des organismes mandatés
Prescription contrôlée : [...] Les mesures (prélèvement et analyse) des substances mentionnées au 2° de l'article 3 et les prélèvements des substances mentionnées au 3° de l'article 3 sont effectués par un organisme ou laboratoire agréé ou, s'il n'existe pas d'agrément pour le paramètre mesuré, par un organisme ou laboratoire accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation. [...]
Constats : L'exploitant a fait appel au Laboratoire d'Analyses Environnementales des Pays de Savoie (LAEPS) basée à Bonneville pour effectuer les prélèvements d'eau en vue de l'analyse des substances PFAS. Cet organisme est accrédité COFRAC pour l'échantillonnage et le prélèvement notamment d'eaux résiduelles (accréditation n° 1-1501 valable jusqu'au 31 décembre 2025). Le LAEPS a sous-traité les analyses auprès du laboratoire CARSO situé à 69633 Vénissieux, accrédité également COFRAC pour l'analyse notamment des vingt substances PFAS de la liste principale de l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 (accréditation n° 1-1531 valable jusqu'au 31 janvier 2029).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Exigences pour le prélèvements

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4 - §I
Thème(s) : Actions nationales 2024 - Exigences pour le prélèvement
Prescription contrôlée : [...] Les prélèvements sont réalisés dans des conditions représentatives de l'activité normale de l'installation. Les prélèvements sont effectués au(x) point(s) de rejet aqueux avant toute dilution avec d'autres effluents. Les prélèvements sont réalisés pour les substances énumérées à l'article 3 à partir d'un échantillonnage réalisé sur une durée de 24 heures. Dans le cas où il est impossible d'effectuer un prélèvement proportionnel au débit de l'effluent, un prélèvement asservi au temps ou des prélèvements ponctuels, si la nature des rejets le justifie, sont réalisés. L'exploitant justifie alors cette impossibilité. [...]
Constats : Selon les éléments recueillis, les prélèvements ont été réalisés : - dans des conditions représentatives de l'activité normale de l'établissement, - à la sortie de la station de détoxification du site avant toute dilution avec d'autres effluents. En revanche, et bien qu'il ait été présumé que les prélèvements ont été réalisés sur une durée de 24 heures proportionnellement au débit de l'effluent rejeté, il n'a pas été possible de le vérifier en l'absence de document permettant de le confirmer (voir la fiche de constat n°6 ci-après au sujet des bulletins d'analyses).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Précisions des mesures

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4 - §I
Thème(s) : Actions nationales 2024 - Respect des limites de quantification
Prescription contrôlée : [...] Pour l'utilisation de la méthode indiciaire (AOF) mentionnée au 1° de l'article 3, une limite de quantification de 2 µg/L est respectée. Pour chacune des substances PFAS mentionnées au 2° et au 3° de l'article 3, une limite de quantification de 100 ng/L est respectée. Si une substance PFAS n'est pas quantifiée ou quantifiée à une concentration inférieure à 100 ng/L, la mention « non quantifiée » est précisée.
Constats : Selon les bulletins d'analyses fournis par l'exploitant et enregistrés sur la plateforme GIDAF, une limite de quantification de 100 ng/l a été respectée pour chacune des substances PFAS analysées, de même qu'une limite de quantification de 2 µg/l pour l'indice AOF lors de l'analyse du mois de mai 2024.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Déclaration des résultats GIDAF

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4 - §III
Thème(s) : Actions nationales 2024 - Restitution des résultats sur GIDAF
Prescription contrôlée : L'exploitant transmet les résultats commentés de ces campagnes d'analyse, par voie électronique, à l'inspection des installations classées au plus tard le dernier jour du mois suivant chaque campagne. Ces résultats sont transmis conformément à l'arrêté du 28 avril 2014 susvisé.
Constats : Comme indiqué plus haut, les eaux rejetées par l'établissement ont été prélevées pour analyses le 10 janvier 2024, le 12 février 2024, le 13 mars 2024 et le 17 mai 2024. Les résultats d'analyses obtenus ont été enregistrés sur la plateforme GIDAF par l'exploitant. Deux nouvelles campagnes d'analyses sont encore à mener, avec les résultats à reporter aussi sur GIDAF. L'examen des bulletins d'analyses enregistrés par l'exploitant sur GIDAF a conduit toutefois à constater que les résultats des blancs n'y sont pas mentionnés, plus particulièrement ceux du système de prélèvement et d'échantillonnage. De plus, les bulletins d'analyses ne précisent pas si les prélèvements ont été réalisés sur une durée de 24 heures, proportionnellement au débit de l'effluent rejeté. Enfin, sur le bulletin d'analyses du mois de mars 2024, une erreur a été commise concernant la valeur du débit de rejet mesurée, comme l'a confirmé l'exploitant au cours de la visite d'inspection. Celui-ci a demandé à son prestataire de corriger le document.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant veillera à se rapprocher de son prestataire en charge des campagnes d'analyse des substances PFAS, afin d'obtenir pour chaque campagne réalisée tout document apportant les informations complémentaires suivantes, qui s'avèrent être manquantes des bulletins d'analyses fournis : - les résultats des blancs effectués, plus particulièrement ceux du système de prélèvement et d'échantillonnage, - le fait que le prélèvement a été réalisé sur une durée de 24 heures, proportionnellement au débit de l'effluent rejeté. Il enregistrera sur la plateforme GIDAF les nouveaux documents reçus, dès leur réception, de même que le bulletin d'analyses du mois de mars 2024 corrigé en valeur de débit de rejet.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 15 jours